

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

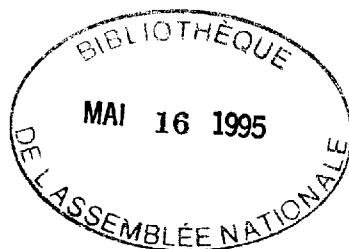
TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 224
(Privé)

Loi modifiant la Loi sur la charte de la Coopérative fédérée de Québec

Présentation

Présenté par
M. Benoît Laprise
Député de Roberval



Éditeur officiel du Québec
1995

Projet de loi 224

(Privé)

Loi modifiant la Loi sur la charte de la Coopérative fédérée de Québec

ATTENDU qu'il est de l'intérêt de la Coopérative fédérée de Québec et de ses membres que sa charte, le chapitre 116 des lois de 1968 tel que modifié par le chapitre 93 des lois de 1973, le chapitre 109 des lois de 1977, l'article 324 du chapitre 26 des lois de 1982 et par le chapitre 137 des lois de 1986 soit modifiée afin de déléguer à l'assemblée générale des sociétaires de la société le pouvoir de décréter par règlement le nombre et la valeur nominale des actions de qualification qu'une coopérative régie par la Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2) doit détenir pour être sociétaire de la société, afin de rendre optionnelle l'émission de certificats d'actions et afin de faciliter l'adhésion des sociétaires d'une section de la société à une autre coopérative;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 2 de la Loi sur la charte de la Coopérative fédérée de Québec (1968, chapitre 116) est remplacé par le suivant:

«**2.** La société exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par la présente loi sous le nom de « Coopérative fédérée de Québec ».».

2. L'article 6 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**6.** Les actions qu'un sociétaire est tenu de souscrire en vertu de l'article 16 sont des actions ordinaires ou privilégiées et sont désignées sous le nom d'actions de qualification.

Un sociétaire de la société peut souscrire des actions en sus de ce qu'il est tenu de souscrire en vertu des dispositions de l'article 16. ».

3. L'article 7 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **7.** La valeur nominale de chaque action de qualification est celle déterminée par règlement de l'assemblée générale de la société ou de son conseil d'administration selon ce qui est prévu à l'article 17 et est payable comptant ou suivant les modalités fixées par le conseil d'administration de la société, à l'exception des actions souscrites avant (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*), considérées comme des actions de qualification qui conservent la même dénomination.

La valeur nominale des actions ordinaires autres que des actions de qualification d'une coopérative régie par la Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2) est déterminée par le conseil d'administration. Ces actions sont payables comptant ou suivant les modalités fixées par le conseil d'administration. ».

4. L'article 8 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **8.** Le conseil d'administration peut créer des catégories d'actions ordinaires autres que des actions de qualification et décider, chaque année, de payer un intérêt sur l'une ou l'autre ou chacune de ces catégories d'actions ordinaires. ».

5. L'article 10 de cette loi est modifié par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par les suivants :

« Les actions privilégiées ont, quant au principal, priorité sur les actions ordinaires dans le cas de liquidation ou autrement et ont, en plus, les privilèges, droits, priorités et sont sujettes aux restrictions et limitations déterminées par le conseil d'administration.

Les actions privilégiées sont rachetables aux conditions fixées par le conseil d'administration. Elles peuvent être émises à nouveau. ».

6. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 13, du suivant :

« **13a.** Si le conseil d'administration décide d'émettre des certificats d'actions, les certificats doivent énoncer les privilèges, droits, priorités, restrictions, limitations des actions ainsi que les conditions de rachat. ».

7. L'article 14 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **14.** La société se compose des détenteurs des actions de qualification souscrites et payées suivant la loi et les règlements de la société. ».

8. L'article 15 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

« *a*) une coopérative régie par la Loi sur les coopératives, une fédération de telles coopératives ou un organisme d'entraide mutuelle ayant des objectifs compatibles avec ceux de la société, ci-après appelés « Association » ; ».

9. L'article 16 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **16.** Est sociétaire, une association, un producteur ou un groupement de producteurs ayant souscrit et payé, selon la loi et les règlements de la société, des actions de qualification. ».

10. L'article 17 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes *a*, *b* et *c* par les suivants :

« *a*) une association qui est une coopérative régie par la Loi sur les coopératives est tenue de souscrire et payer le nombre et la valeur nominale des actions de qualification déterminées par le règlement de l'assemblée générale des sociétaires de la société ; toutefois, la catégorie de ces actions de qualification, leurs privilèges, droits, priorités, restrictions, limitations et conditions de rachat sont ceux déterminés par le conseil d'administration ; le nombre et la valeur nominale des actions de qualification qu'une coopérative régie par la Loi sur les coopératives doit détenir pour être sociétaire de la société peut varier selon la nature de ses activités ou selon les qualités inhérentes au statut de ses membres ;

« *b*) une association autre qu'une coopérative régie par la Loi sur les coopératives ainsi qu'un organisme d'entraide mutuelle sont tenus de souscrire et payer le nombre d'actions de qualification déterminé par le conseil d'administration de la société ;

« *c*) un producteur ou un groupe de producteurs est tenu de souscrire le nombre d'actions de qualification déterminé par le conseil d'administration de la société. ».

11. L'article 18 de cette loi est modifié par le remplacement de la partie du premier alinéa qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit:

« **18.** En plus de souscrire le nombre d'actions de qualification prévu à l'article 17, une association, un organisme d'entraide mutuelle, un producteur ou un groupe de producteurs doivent, pour devenir sociétaire: ».

12. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 19, des suivants:

« **19a.** Lorsqu'une coopérative régie par la Loi sur les coopératives achète une partie substantielle de l'entreprise de la société exploitée dans le cadre d'une section ou lorsqu'une coopérative fait affaire ou prévoit faire affaire dans le territoire où la majorité des sociétaires d'une section résident, la société et cette coopérative peuvent convenir de l'adhésion des sociétaires de cette section à titre de membres de cette coopérative et du transfert des montants versés sur leurs actions souscrites dans le capital social de la société à cette coopérative.

« **19b.** La société et la coopérative qui se proposent d'effectuer cette adhésion et ce transfert concluent une convention qui, outre des autres modalités qu'elles pourraient convenir, indique:

a) les nom, prénom, adresse des sociétaires de la section visée par cette adhésion et ce transfert ainsi que le nombre d'actions que chacun d'eux détient dans le capital social de la société et les montants versés sur celles-ci;

b) le nombre, la catégorie et la valeur nominale des parts de la coopérative que doit souscrire et payer chaque sociétaire de la section visée pour adhérer à la coopérative;

c) les autres conditions et, le cas échéant, le contrat de sociétaire que doit signer un sociétaire de la section visée pour adhérer à la coopérative;

d) les montants payés par les sociétaires de la section visée sur les actions souscrites dans le capital social de la société que celle-ci a convenu de transférer à la coopérative ainsi que les modalités et termes de leur versement;

e) le nombre de parts et la catégorie des parts qu'un sociétaire de la section visée est réputé souscrire dans la coopérative et les montants attribués par la coopérative à ce sociétaire en paiement de

ces parts à même les sommes qui lui ont été transférées par la société; la valeur nominale totale de ces parts doit être égale aux montants versés par ce sociétaire sur les actions souscrites dans le capital de la société que celle-ci a convenu de transférer à la coopérative conformément à la convention;

f) la date de prise d'effet de la convention.

« **19c.** Les sociétaires de la section visée doivent, à une assemblée spéciale convoquée à cette fin, adopter une résolution afin d'approuver la convention. Cette résolution doit être adoptée par la majorité des voix exprimées par les sociétaires présents à l'assemblée spéciale.

« **19d.** L'avis de convocation de cette assemblée spéciale est accompagné d'un exemplaire ou d'un résumé de la convention avec mention que si elle est acceptée, les sociétaires de la section visée cesseront d'être sociétaires de la société pour devenir membres de la coopérative, leurs actions détenues dans le capital social de la société seront annulées et les montants versés sur celles-ci seront transférés à la coopérative sous réserve des termes, conditions et modalités de cette convention.

« **19e.** Dans le cas de la société et de la coopérative, les administrateurs approuvent la convention et autorisent l'un d'eux à signer la convention.

« **19f.** Advenant l'acceptation de la convention conformément à ce qui précède et à compter de sa date de prise d'effet:

a) les sociétaires de la section visée seront réputés:

i. devenir membres de la coopérative et cesser d'être sociétaires de la société;

ii. avoir souscrit dans le capital social de la coopérative des parts, les avoir payées et, le cas échéant, avoir signé le contrat de sociétaire conformément à ce qui est prévu à la convention;

b) et les actions détenues par les sociétaires de la section visée dans le capital social de la société seront réputées être annulées conformément à ce qui est prévu à la convention. ».

13. L'article 32 de cette loi, modifié par l'article 1 du chapitre 109 des lois de 1977, est remplacé par le suivant :

«**32.** Les unités attribuées à une association d'après le nombre de ses membres ne sont comptées que dans la proportion où l'association a elle-même payé à la société les montants échus sur les actions de qualification, ce paiement devant avoir été fait avant la clôture de l'exercice de la société. ».

14. Le règlement visant à déterminer le nombre et la valeur nominale des actions de qualification que doit détenir une coopérative pour être sociétaire de la société adopté par l'assemblée générale de ses sociétaires tenue le 23 février 1995 entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

15. La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.